

Accord collectif

**PRÉVOYANCE DES SALARIÉS
DES EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE, DE VITICULTURE, D'ÉLEVAGE,
DE MARAÎCHAGE, D'HORTICULTURE, DE PÉPINIÈRES,
DES ETAF, DES CUMA ET DES ASSOCIATIONS DE REMPLACEMENT**

(LOIRE-ATLANTIQUE)

(11 mars 2003)

(Etendu par arrêté du 15 juillet 2003,
Journal officiel du 5 août 2003)

AVENANT N° 4 DU 2 OCTOBRE 2009

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : AGRS1097044M

Entre :

La FNSEA de Loire-Atlantique ;
La confédération paysanne de Loire-Atlantique ;
Le syndicat des vignerons indépendants de Nantes ;
La fédération des maraîchers nantais ;
L'union des pépiniéristes et horticulteurs de Loire-Atlantique ;
Les entrepreneurs des territoires de Loire-Atlantique ;
L'union des coopératives d'utilisation de matériel agricole des Pays de la Loire, section 44 ;
La fédération des associations de remplacement de Loire-Atlantique,

D'une part, et

Le syndicat CFDT product agri 44 et transfo agro Nantes ;
L'union départementale des syndicats CFTC de Loire-Atlantique ;
Le syndicat des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC, section de Loire-Atlantique ;
L'union départementale des syndicats de salariés CGT-FO de Loire-Atlantique,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le second alinéa de l'article 1^{er} « Champ d'application » est remplacé par :

« Il bénéficie à l'ensemble des salariés à partir du 1^{er} jour du mois civil qui suit 3 mois d'ancienneté dans l'entreprise, à l'exception de ceux relevant de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952. »

Article 2

L'article 2 « Incapacité temporaire » est abrogé et remplacé par :

« Les salariés ne relevant pas de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 répondant aux conditions d'ouverture du droit en arrêt de travail pour cause de maladie et d'accident de la vie privée, d'accident de trajet, d'accident du travail ou de maladie professionnelle bénéficient :

- en cas d'accident de travail, de trajet ou de maladie professionnelle, d'une indemnisation complémentaire aux indemnités journalières versées par la caisse de mutualité sociale agricole dès le 1^{er} jour d'arrêt, de sorte que l'indemnisation globale brute soit égale à 80 % du salaire retenu pour le calcul des indemnités journalières légales pendant 90 jours. Au-delà de 90 jours, il est versé au salarié une indemnité complémentaire égale à 25 % du salaire brut aussi longtemps que sont versées les indemnités journalières légales ;
- en cas de maladie ou d'accident de la vie privée, d'une indemnisation complémentaire aux indemnités journalières versées par la caisse de mutualité sociale agricole dès le 4^e jour d'arrêt, de sorte que l'indemnisation globale brute soit égale à 80 % du salaire retenu pour le calcul des indemnités journalières légales pendant 90 jours. Au-delà de 90 jours, il est versé au salarié une indemnité complémentaire égale à 25 % du salaire brut aussi longtemps que sont versées les indemnités journalières légales.

Les prestations prévues au présent article sont revalorisées selon les mêmes modalités que les prestations légales.

Les prestations du régime de base et du régime complémentaire allouées au salarié ne peuvent avoir pour effet de porter le total des indemnités nettes à une somme supérieure à la rémunération nette perçue au cours des 12 mois précédant l'arrêt de travail.

L'indemnisation prévue au présent article est mise en œuvre sans préjudice de l'application des articles L. 1226-1 et D. 1226-1 à D. 1226-8 du code du travail. »

Article 3

L'article 5 « Cotisations » est abrogé et remplacé par :

« Les cotisations finançant les garanties décès, incapacité temporaire et incapacité permanente sont assises sur les rémunérations brutes versées à tous les salariés répondant aux conditions d'ouverture du droit, à l'exception de ceux relevant de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres des entreprises agricoles du 2 avril 1952.

La garantie décès est financée par une cotisation dont deux tiers sont à la charge de l'employeur et un tiers est à la charge du salarié.

La garantie d'incapacité temporaire, applicable à partir du 1^{er} jour d'arrêt en cas d'accident du travail, d'accident de trajet ou de maladie professionnelle et à partir du 8^e jour d'arrêt en cas d'accident ou de maladie de la vie privée, est financée par une cotisation dont deux tiers sont à la charge de l'employeur et un tiers est à la charge du salarié.

La garantie d'incapacité temporaire, applicable du 4^e au 7^e jour d'arrêt en cas d'accident ou de maladie de la vie privée, est financée par une cotisation à la charge exclusive du salarié.

La cotisation patronale incapacité temporaire doit au minimum correspondre aux obligations des articles L. 1226-1 et D. 1226-1 à D. 1226-8 du code du travail.

En sus de cette cotisation, l'employeur versera une cotisation exclusivement à sa charge et destinée au financement de l'assurance des charges patronales.

La garantie d'incapacité permanente d'origine professionnelle est financée par une cotisation dont deux tiers sont à la charge de l'employeur et un tiers est à la charge du salarié.

La garantie d'incapacité permanente d'origine privée est financée par une cotisation à la charge exclusive du salarié.

Il en résulte la ventilation des cotisations suivantes :

GARANTIES	TAUX	PART patronale	PART salariale
Incapacité temporaire à partir du 1 ^{er} jour en AT et MP et du 8 ^e jour en accident et maladie vie privée	0,70 %	0,47 %*	0,23 %
Incapacité temporaire du 4 ^e au 7 ^e jour en accident et maladie vie privée	0,10 %		0,10 %
Charges patronales	0,13 %	0,13 %	
Incapacité permanente d'origine professionnelle	0,07 %	0,05 %	0,02 %
Incapacité permanente d'origine privée	0,43 %		0,43 %
Décès	0,30 %	0,20 %	0,10 %
Total	1,73 %	0,85 %	0,88 %
* Dont 0,36 % correspondant aux obligations des articles L. 1226-1 et D. 1226-1 à D. 1226-8 du code du travail.			

Article 4

A l'article 8 « Révision. – Dénouciation », les mots « au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles des Pays de Loire, 12, rue Menou, 44035 Nantes » sont remplacés par « à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, Tour de Bretagne, place de Bretagne, 44047 Nantes Cedex 01. »

Le dernier alinéa de l'article 8 est abrogé et remplacé par :

« En cas de dénonciation du présent accord et de changement d'organisme assureur :

- les prestations d'incapacité temporaire et permanente en cours de service sont maintenues à leur niveau atteint au jour de la résiliation ;
- il appartiendra aux parties signataires, conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, d'organiser avec le nouvel assureur la poursuite de la revalorisation des prestations incapacité et invalidité, au moins sur la base de l'évolution du point de retraite ARRCO ;
- la garantie décès est également maintenue pour les bénéficiaires de prestations d'incapacité temporaire et permanente. »

Article 5

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales. Son extension est demandée.

Le présent avenant entrera en vigueur à compter du premier jour du mois suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* et au plus tôt le 1^{er} janvier 2010.

La condition d'ancienneté pour bénéficier du régime défini à l'article 1^{er} s'applique aux arrêts de travail, aux attributions de pension d'invalidité et aux décès survenus à compter de cette date. La condition d'ancienneté pour bénéficier du régime définie à l'article 1^{er} s'applique pour les cotisations prélevées à compter de cette date.

Il n'est pas autrement dérogé aux autres articles et conditions de l'accord collectif de prévoyance interbranche du 11 mars 2003.

Fait à Nantes, le 2 octobre 2009.

(Suivent les signatures.)